



Gouvernement du Québec
Ministère du
Conseil exécutif

A11E8
E88
1997/98
3
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Demande de renseignements particuliers

Programme 01 - Bureau du Lieutenant-gouverneur

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04

ÉTUDE DES CRÉDITS
1997-1998

Renseignements particuliers
requis par l'Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS
1997-1998

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
 ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
 LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
	<u>Secrétariat aux emplois supérieurs</u>	
1.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1996-1997.	1
2.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied avec, pour chacun, la prime de départ depuis le 31 mars 1996.	2
3.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 31 mars 1996 avec, pour chacun : a) la durée de la période de non-affectation; b) le salaire total versé durant la non-affectation; c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	4
4.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires affectés à l'ÉNAP depuis le 31 mars 1996, avec les dates d'affectation et les mandats.	5
5.	Copie du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor.	6
6.	Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor.	6
7.	<u>Suivi du Sommet</u>	
	Quelle est la somme des dépenses effectuées par le gouvernement pour l'ensemble des comités, chantiers, commissions, etc. avant, pendant et après les Sommets de mars et d'octobre?	7
8.	Quelle est la part absorbée par le Conseil exécutif?	7
9.	Quelle est la liste des projets d'investissement et de création d'emploi qui n'auraient pas vu le jour si ce n'avait été du Sommet de l'économie et de l'emploi?	8
10.	Quelle est la liste des projets réalisés ou démarrés, depuis la tenue du Sommet sur l'économie et l'emploi, qui n'auraient pas vu le jour si ce n'avait été de ce Sommet?	9
11.	De ces projets (question n° 10), quelle est la ventilation des emplois permanents, à temps plein et à temps partiel, créés?	9
12.	Pour chaque projet retenu au Sommet, quelles étaient les dates prévues de démarrage et de réalisation et quelles en sont aujourd'hui les dates révisées?	10

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1 - MANDATS DONNÉS À LA SIQ POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET
LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS, EN 1996-1997.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2 - LISTE DES CADRES MIS À PIED AVEC, POUR CHACUN, LA PRIME DE DÉPART DEPUIS LE 31 MARS 1996

Réponse : aucun

QUESTION NO 2

Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied avec, pour chacun, la prime de départ depuis le 31 mars 1996.

RÉPONSE

Il est impossible de répondre à la question no 2 telle que libellée puisque plusieurs arrangements ayant pour effet un départ avant terme ne peuvent être qualifiés de « mise à pied ».

POSTES ABOLIS SUR LIBÉRATION

Certains organismes gouvernementaux ont dû rationaliser leurs effectifs et les personnes suivantes, qui ont vu leur poste aboli, ont reçu en contrepartie une indemnité de départ :

⇒ **Pierre Boileau**, membre au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec, a reçu l'indemnité de départ déjà prévue à son contrat, soit 21 188\$ (3 mois).

⇒ **Roland Côté**, membre à la Commission des valeurs mobilières du Québec, a reçu une indemnité de départ de 30 358\$ (4 mois).

TERMINAISON NÉGOCIÉE DU LIEN D'EMPLOI

⇒ **Donatien Corrivreau**, membre au Conseil des services essentiels, a reçu une indemnité de départ de 36 958\$ (6 mois) comprenant l'indemnité de 18 479\$ (3 mois) qui devait être versée à la fin du contrat.

⇒ **Rodrigue Dubé**, régisseur et président de la Régie du logement, a reçu une indemnité de départ de 22 550\$ (3 mois).

⇒ **Martine Morissette**, secrétaire adjointe chargée de mission auprès du secrétaire général du ministère du Conseil exécutif, a reçu une indemnité de départ de 25 925\$ (3 2/3 mois) comprenant l'indemnité de 21 250\$ (3 mois) qui devait être versée à la fin du contrat.

⇒ **Miville Vachon**, membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Société du Centre des congrès de Québec, a reçu l'indemnité de départ déjà prévue à son contrat, soit 57 048\$ (6 mois).

QUESTION NO 3

Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 31 mars 1996 avec, pour chacun :

- *la durée de la période de non-affectation ;*
- *le salaire total versé durant la non-affectation ;*
- *la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.*

RÉPONSE

Yvan Cliche, administrateur d'État II au ministère du Conseil exécutif : pour la période du 21 juin 1996 au 3 février 1997, date à laquelle il a été affecté à titre de chargé de mission auprès de la sous-ministre adjointe à la politique familiale au ministère de l'Éducation. Une somme de 59 540 \$ (7 ½ mois) lui a été versée pendant cette période au cours de laquelle il a finalisé certains dossiers dont il avait alors la responsabilité à l'Office des ressources humaines, organisme qui fut intégré au sein du Secrétariat du Conseil du trésor en date du 21 juin 1996.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4 - CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES AFFECTÉS À L'ÉNAP DEPUIS LE 31 MARS 1996, AVEC LES
DATES D'AFFECTATION ET LES MANDATS.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

5 - COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 1997-1998

6 - PRÉVISION DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 1997-1998

Le plan stratégique a été préparé par le ministère afin d'expliquer ses choix budgétaires et donner l'information sur le contenu et l'évolution des programmes. Ces informations se retrouvent au volume III du Budget des dépenses 1997-1998 « Plans ministériels de gestion des dépenses ».

QUESTION NO 7

Suivi du Sommet

Quelle est la somme des dépenses effectuées par le gouvernement pour l'ensemble des comités, chantiers, commissions, etc. avant, pendant et après les Sommets de mars et d'octobre?

RÉPONSE

Aucun comité ou chantier n'a été mis sur pied dans le cadre de la Conférence de mars 1996.

Pour ce qui est du Sommet d'octobre, la contribution financière du gouvernement pour l'ensemble des comités, chantiers, commissions, etc. est de 135 000 \$. Cette somme a été octroyée au Chantier sur l'économie et l'emploi qui a répondu aux besoins des différents chantiers, comités, etc.

Voici la liste des ministères qui, étant interpellés par le Sommet, se sont impliqués financièrement :

Santé et Services sociaux	10 000 \$
Secrétariat au développement des régions	10 000 \$
Secrétariat à la Métropole	10 000 \$
Affaires municipales	10 000 \$
Culture et Communications	10 000 \$
Sécurité du revenu	10 000 \$
Industrie, Commerce, Science et Technologie	10 000 \$
Éducation	10 000 \$
Travail	5 000 \$
Conseil exécutif	50 000 \$

QUESTION NO 8

Suivi du Sommet

Quelle est la part absorbée par le Conseil exécutif?

RÉPONSE

La part absorbée par le Conseil exécutif est de 50 000 \$, ce qui représente la subvention de départ octroyée au Chantier sur l'économie et l'emploi.

QUESTION NO 9

Suivi du Sommet

Quelle est la liste des projets d'investissement et de création d'emplois qui n'auraient pas vu le jour si ce n'avait été du Sommet sur l'économie et l'emploi?

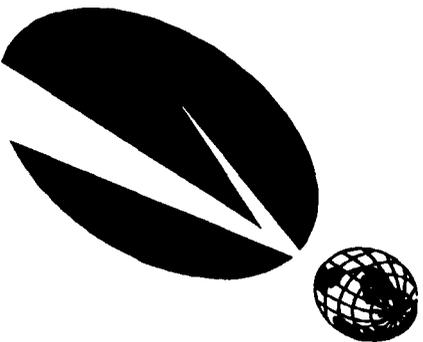
RÉPONSE

Il est à peu près impossible de soutenir de façon catégorique qu'un projet d'investissement n'aurait jamais vu le jour si le Sommet sur l'économie et l'emploi n'avait pas eu lieu. Les travaux préparatoires au Sommet ont créé des conditions propices à l'émergence de projets ; ils ont, dans la plupart des cas, accéléré l'investissement et facilité des alliances, notamment avec les sociétés d'État, contribuant à élargir la portée des investissements envisagés.

Certains projets, en particulier ceux qui requièrent une contribution gouvernementale importante, n'auraient pas été acceptés si la dynamique du Sommet n'avait pas joué. C'est le cas notamment des projets dans le secteur de l'économie sociale, dont celui du développement d'un réseau d'entreprises des services d'aide domestique, celui du Fonds d'habitation communautaire et celui des centres à la petite enfance.

L'annexe des *Faits saillants du Sommet sur l'économie et l'emploi* dresse la liste des projets de création d'emplois acceptés au Sommet et ceux qui ont fait l'objet d'un accord de principe du gouvernement et de ses partenaires (document ci-joint).

SOMMET SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI



Sommet
sur l'économie
et l'emploi

FAITS SAILLANTS

Secrétariat du Sommet
7 novembre 1996



SYNTHÈSE DES PROJETS ET MESURES
ANNONCÉES À L'OCCASION
DU SOMMET SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI
ET QUI ENTRAÎNERONT LA CRÉATION D'EMPLOIS

TABLE DES MATIÈRES

1. Bilan des projets du Chantier sur l'économie et l'emploi et projets gouvernementaux, tableau synthèse

1.1 Projets du Groupe de travail sur l'économie sociale

1.2 Projets du Groupe de travail sur l'entreprise et l'emploi

1.3 Projets du Groupe de travail sur les régions-municipalités pour l'entrepreneurship local et régional

1.4 Projets du Groupe de travail sur la relance de la métropole

1.5 Projets gouvernementaux

2. Autres mesures ou projets annoncés à l'occasion du Sommet sur l'économie et l'emploi et qui entraînent la création d'emploi, tableau synthèse

BILAN DES PROJETS

DU

CHANTIER SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI

ET

PROJETS GOUVERNEMENTAUX

30 octobre 1996

Les projets de création d'emplois

Les quatre groupes de travail du grand chantier de l'économie et de l'emploi ont déposé des projets de création d'emplois dans des secteurs très variés de l'économie et dans plusieurs régions du Québec. Ces projets ont fait l'objet d'analyses dans les ministères et organismes intéressés et, dans plusieurs cas, ils ont reçu un accueil favorable. Bon nombre de projets sont prêts à démarrer; ils représentent des investissements de 2,6 milliards de dollars. Ils permettront de créer près de 40 000 emplois et d'en consolider environ 2 700 autres. La réalisation de ces projets nécessitera, au cours des trois prochaines années, des dépenses de 505 M \$, dont 269 M\$ proviendront des enveloppes budgétaires régulières des ministères et organismes.

Pour chacun des chantiers, ces projets sont regroupés en deux catégories :

- projets acceptés et prêts à démarrer ;
- projets ayant fait l'objet d'un accord de principe du gouvernement : certaines modalités restent encore à préciser avant qu'ils puissent démarrer.

Ces projets sont présentés en annexe, dans l'ordre suivant :

- économie sociale ;
- entreprise et emploi ;
- relance de la Métropole
- région-municipalités ;

BILAN DES PROJETS DU CHANTIER SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI ET PROJETS GOUVERNEMENTAUX

TABLEAU SYNTHÈSE

1996-1999

PROJETS PRÊTS À DÉMARRER OU AYANT FAIT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT								
Nombre de projets	Emplois créés	Emplois consolidés	Investissements totaux M \$	Financement			Autres ¹ M \$	
				Gouvernement du Québec		Privé		
				Enveloppe budgétaire actuelle ou prévue M \$	Nouvelles dépenses M \$	Total M \$	M \$	
89	39 241	2 695	2 623.6	269.2	236.1	505.3	2 090.3	28

¹ Investissements provenant d'autres organismes (municipalités, gouvernement fédéral, etc.)

PROJETS

DU

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

30 OCTOBRE 1996

ÉCONOMIE SOCIALE PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Services d'aide à domicile</p> <p>Création d'un réseau d'entreprises coopératives ou sans but lucratif d'aide domestique à l'échelle du Québec. Ces entreprises répondront au besoin d'aide à l'organisation et à la gestion de la vie familiale. (Exemples : ménage, lessive, repassage, accueil et accompagnement, petits travaux de dépannage, entretien extérieur, etc.). Les services seront offerts aux personnes âgées de 65 ans et plus, aux personnes en perte d'autonomie, de même qu'aux ménages actifs.</p>	<p>Les CLSC, le Mouvement des Caisses Desjardins, les Régies régionales de la santé et des Services sociaux, la SQDM (financement de la formation initiale), Les cies d'assurances (nouveaux produits d'assurance collective et individuelle)</p>	<p>MSSS, RRSS, MSR, MFQ</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Appui du gouvernement pour la création de 6 000 emplois d'aide domestique en 3 ans (1 500 en 1997-1998, 3 000 en 1998-1999, 6 000 en 1999-2 000). • L'assistance gouvernementale vise deux objectifs : structurer une offre de service dans le secteur de l'économie sociale et solvabiliser la demande des ménages à faibles revenus. • Certaines modalités relatives notamment à l'aide financière totale du gouvernement pour ce programme sont déjà arrêtées. D'autres modalités restent à préciser.
<p>Centres de services en périnatalité</p> <p>Projet visant à mettre en place des centres de services en périnatalité qui pourraient permettre à une seule personne d'effectuer plusieurs interventions auprès d'une même famille (soutien alimentaire, visites et aide domestique, etc.). Ce projet serait réalisé en complémentarité avec les ressources communautaires et institutionnelles du milieu.</p>	<p>«Naissance Renaissance»</p>	<p>MSSS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le MSSS réalisera une étude de marché visant à réaliser le montage financier du projet en vue de son implantation progressive.

ÉCONOMIE SOCIALE PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Boulot - Dodo</p> <p>Expérience pilote visant à confier à des locataires de HLM la gestion de certains travaux légers. Ces travaux seraient confiés à des travailleurs regroupés dans un OSBL ou dans une coopérative. Le projet permettra également de conclure des ententes avec des coopératives d'habitation et d'autres immeubles gérés par des OSBL, ce qui devrait favoriser une meilleure intégration aux quartiers en plus de créer des emplois.</p> <p>Une phase-pilote de 10 emplois sera réalisée à Montréal avec extension possible à 70 emplois. Potentiel total de près de 1 000 emplois si extension ailleurs au Québec.</p>	<p>L'Office municipal d'habitation de Montréal</p>	<p>MAM (SHQ)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La collaboration de la SHQ et du MAM est acquise pour la réalisation d'expériences pilotes de cette nature.
<p>Création d'emplois pour personnes handicapées dans les Centres de travail adaptés (CTA)</p> <p>Les CTA s'autofinancent dans une proportion de 60 % à même la vente de leurs produits et de leurs services. 25 % sont actifs dans la récupération, 25 % dans les services ménagers commerciaux. 40% du financement des CTA provient des subventions de l'OPHQ.</p> <p>Le projet vise la création de 1 050 emplois dans les CTA existants ou dans de nouveaux CTA.</p>	<p>L'Association québécoise des entreprises adaptées</p>	<p>MSSS (OPHQ), MSR, MFQ.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Appui du gouvernement pour la création de 1 050 emplois pour les personnes handicapées dans les CTA, selon certaines modalités.

ÉCONOMIE SOCIALE PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Projet pilote en sécurité incendie</p> <p>Ce projet vise à accroître dans les municipalités de petites tailles l'offre de services spécialisés en matière de prévention des incendies. Il pourra être réalisé dans les MRC Nicolet-Yamaska et Matapédia. Il peut constituer un précédent à la mise en place de conditions propices à la gestion d'activités liées à la sécurité incendie, dans l'ensemble des MRC. Il pourra également permettre l'ouverture d'un créneau d'emplois pour les diplômés dans ce domaine.</p> <p>Le nombre d'emplois créés sera de 4 pour la durée de l'expérience pilote (offre un potentiel de 125 emplois). Le financement sera assuré par les deux MRC participantes : le BAC et Assurances générales des Caisses Desjardins.</p>	<p>MRC Nicolet-Yamaska,</p> <p>MRC Matapédia</p>	<p>MSP</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La signature d'un protocole d'entente entre les différents partenaires est acquise pour officialiser ce projet.
<p>Reconnaissance du partenariat communautaire dans le domaine pénal</p> <p>Ce projet vise la signature d'une entente de collaboration entre les groupes communautaires et le MSP afin d'asseoir les bases juridiques et administratives d'une reconnaissance des groupes communautaires qui interviennent dans le domaine de la réhabilitation sociale, en tant que partenaires de l'État.</p> <p>Il permettra de consolider environ 500 emplois dans trois réseaux d'organismes communautaires.</p>	<p>L'Association des services de réhabilitation sociale du Québec,</p> <p>Le regroupement des organismes communautaires du Québec,</p> <p>l'Association des résidences communautaires du Québec</p>	<p>MSP</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La signature d'une entente entre les organismes communautaires concernés et le MSP fixe les orientations de ce nouveau partenariat.

**ÉCONOMIE SOCIALE
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Fondation de la faune du Québec</p> <p>La Fondation de la faune soutient annuellement plus de 150 projets de protection et de mise en valeur des habitats et y injecte déjà 2,5 M \$.</p> <p>Le projet vise à favoriser l'implication communautaire dans la réalisation de nouveaux projets de conservation et de restauration d'habitats fauniques et dans l'organisation d'activités récréoéducatives.</p> <p>Ce projet requiert le soutien technique et financier du MEF, d'Environnement Canada, des municipalités et MRC, d'Habitat faunique Canada et de corporations.</p>	Fondation de la faune du Québec	MEF	<ul style="list-style-type: none"> Le MEF soutient ce projet qui favorise l'implication communautaire dans ce secteur et qui s'adresse principalement aux organismes non gouvernementaux, aux organismes gestionnaires de territoire faunique et aux sociétés de conservation des ressources.
<p>Système intégré d'aide à la décision pour une utilisation durable du territoire et des ressources (SIAD - région de l'Outaouais)</p> <p>Ce projet vise à dresser un cadre écologique de référence régionale et à élaborer des modèles d'analyse de bases de données à caractère écologique, socio-économiques, et géographiques, pour la planification et la gestion écologique du territoire.</p> <p>Il permettra la création de 6 emplois pour une durée de 3 ans.</p>	CRDO	MEF	<ul style="list-style-type: none"> Le MEF accorde un financement de 750 000 \$ à ce projet.
<p>Mise en place d'un réseau des ressourceries</p> <p>Dans le cadre de la mise en place d'un réseau québécois de ressourceries, 5 projets-pilotes ont été proposés sous le parrainage de Recyc-Québec et du MEF qui supportent financièrement la plupart des projets.</p>	Recyc-Québec Front commun pour une gestion écologique des déchets.	MEF	<ul style="list-style-type: none"> Le MEF contribue au financement et au support de ces projets. Ces derniers seront en outre financés en fonction d'un montage impliquant une mise de fonds des organismes promoteurs, de Recyc-Québec et de certains autres partenaires. La vente de produits pourra constituer l'assise du financement à moyen et long termes.

**ÉCONOMIE SOCIALE
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>1. Analyse de faisabilité</p> <p>Évaluer la possibilité de mettre en place un réseau de ressourceries/déchetteries à travers le Québec. Ce projet créera directement 1 emploi et pourrait en générer à moyen terme environ 1 350 (soit 90 ressourceries X 15 emplois).</p>	Recyc-Québec et ses partenaires		
<p>2. La ressourcerie Drummond</p> <p>Vente et tri de matériaux secs et de gros rebuts. Ce projet devrait permettre la création de 45 emplois sur une période de 3 ans.</p>	Recyc-Québec, Action Environnement Drummond	MEF	
<p>3. Élargissement du rayon d'intervention de la clientèle de la Ressourcerie de Montréal</p> <p>Secteur résidentiel et petites entreprises. Ce projet-pilote pourrait créer 13 emplois la première année et jusqu'à 72 emplois en 3 ans.</p>	Recyc-Québec Les Recycleurs de Montréal	MEF	
<p>4. Ressourcerie desservant la MRC de Rouyn-Noranda</p> <p>Déchets dangereux et gros objets en provenance des résidences et des commerces. Ce projet pourrait permettre de créer 10 emplois permanents et 3 emplois saisonniers dès la première année.</p>	Recyc-Québec, CFER	MEF	

**ÉCONOMIE SOCIALE
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>5. Centre de transformation de la fourrure du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie.</p> <p>Projet-pilote visant entre autres à recycler de vieilles fourrures. Il devrait permettre la création de 6 emplois permanents.</p>	<p>Centre de transformation de la fourrure du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie</p>	<p>MEF</p>	
<p>Communautaire</p> <p>Ce projet vise la mise en place de services communautaires d'appropriation des nouvelles technologies de l'information et des communications pour les organismes communautaires dans le domaine de l'emploi, de l'éducation, de la citoyenneté et du développement local dans les centres urbains et en régions. Il devrait permettre de créer 5 emplois à temps complet.</p>	<p>L'Institut canadien de l'éducation des adultes (ICEA) et la Puce communautaire</p>		<ul style="list-style-type: none"> • La phase I du projet (étude de besoins) est en voie de réalisation. Le MCC, le MEQ, un fournisseur privé d'accès à Internet et Radio-Québec lui ont apporté un soutien financier. • L'appui du gouvernement à ce projet permettra d'en réaliser la phase II.
<p>Réseau de ferme Épillet</p> <p>Cette formule marie les caractéristiques d'un incubateur d'entreprises agricoles avec celles d'une franchise qui prend en charge certains des aspects du fonctionnement de la ferme (recrutement, formation, soutien à la gestion).</p> <p>Elle présente un potentiel de relance et de redressement des communautés rurales. Le groupe Épillet estime à 200 les emplois directs qui pourraient être créés durant les 3 premières années (600 autres consolidés).</p>	<p>Groupe Épillet</p>	<p>MAPAQ</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le MAPAQ octroie un contrat de services (30 000 \$) afin d'effectuer un projet de démonstration.

ÉCONOMIE SOCIALE PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Une usine flexible de transformation agricole</p> <p>Ce projet vise la création d'une usine flexible de transformation de produits agricoles. Il devrait permettre aux producteurs de transformer eux-mêmes leur produit (ou de le faire effectuer par l'usine) et de réinsérer ces produits transformés dans leurs réseaux de vente. L'usine proposera des services complémentaires (exemples : élaboration du contenu des étiquettes, emballage, transport des produits bruts, etc.). Il devrait créer de 5 à 15 emplois et toucher une centaine d'emplois.</p>	<p>Table de concertation du secteur agro-alimentaire du Centre du Québec</p>	<p>MAPAQ</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le MAPAQ accorde une subvention de 2 500 \$ à la table de concertation agroalimentaire du Centre du Québec pour réaliser l'étude de pré faisabilité. Une aide supplémentaire de 20 000 \$ pourra être accordée par la suite, si la première étude est concluante.
<p>Fonds de développement des coopératives funéraires</p> <p>Ce projet vise la création d'un Fonds de développement pour compléter le financement requis pour que les coopératives funéraires puissent doubler leur part de marché, d'ici deux ans via l'acquisition d'entreprises.</p> <p>À terme 1 050 emplois dans l'industrie seraient maintenus et 1 000 emplois seraient consolidés chez les fabricants de cercueils, de monuments, etc.</p>	<p>Fédération des coopératives funéraires du Québec</p>	<p>MICST</p>	<ul style="list-style-type: none"> La création de ce fonds devra notamment permettre de conserver un contrôle québécois sur ce type d'entreprise. Une autorisation réglementaire est requise dans le cadre de la Loi sur les pré-arrangements funéraires.

ÉCONOMIE SOCIALE
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Centre de la petite enfance</p> <p>Ce projet vise à regrouper, sous la responsabilité d'un OSBL, une diversité de services de garde qui pourront intégrer des services à la famille (exemples : garderie, jardin d'enfants, joujouthèque, services de garde à domicile, etc.).</p>	<p>«Regroupement québécois Concertation inter-régionale des garderies du Québec» (CIRGQ)</p>	<p>MEQ (OSGE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En raison du processus de démarrage, tous les projets proposés ne peuvent être mis en œuvre et réalisés dès la première année. • Au fur et à mesure de leur développement les projets recevront des subventions d'implantation, de fonctionnement et de transformation. • Dans le cadre de ce projet-pilote l'Office des services de garde à l'enfance consacra un pourcentage de places prévues à son plan de développement de 1996-1997 pour le démarrage.
<p>Hébergement des personnes âgées</p> <p>Ce projet vise à créer des coopératives ou des OSBL pour répondre aux besoins en logement (avec services) de personnes âgées à revenus modestes.</p> <p>La création d'emplois directs et indirects découlant de la réalisation des projets sera de l'ordre de 950 à 1 100 personnes-années sur 3 ans.</p>	<p>Mouvement Desjardins, Groupes de ressources techniques du Québec, Municipalité, Commissions scolaires, Fédération des coopérative d'habitation</p>	<p>MSSS, MAM (SHQ)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'approbation de nouvelles orientations en matière d'habitation constitue un préalable à l'actualisation de ce projet.
<p>Fonds d'habitation communautaire</p> <p>Ce projet vise à réunir divers intervenants dans le domaine du logement coopératif et sans but lucratif, en vue d'une concertation pour développer 1 200 logements coopératifs par année. Il pourrait contribuer à la création de près de 1 000 emplois.</p>	<p>Confédération québécoise des coopératives d'habitation (octobre 1996)</p>	<p>MAM (SHQ)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ce projet nécessite l'aménagement de mesures réglementaires et fiscales.

ÉCONOMIE SOCIALE
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Entente spécifique sur la reconnaissance et le financement des entreprises de l'Île de Montréal</p> <p>Ce projet vise à établir des critères de reconnaissance des entreprises d'insertion et à assurer les modalités de financement appropriées.</p> <p>Il propose une politique de financement pour consolider les entreprises existantes et l'émergence de nouvelles entreprises et un soutien financier au Collectif des entreprises d'insertion.</p> <p>On évalue à 50 le nombre d'emplois créés par ce projet.</p>	<p>Le Collectif des entreprises d'insertion du Québec, et le CRDIM.</p>	<p>MSR, Ministère du Travail, SDR, (pour l'Île de Montréal); Comité interministériel sur la reconnaissance et le financement des entreprises d'insertion.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le MSR est d'accord en principe avec la formule d'entreprise d'insertion. Toutefois, un arrimage devra être effectué avec le mode de contrats de services actuellement en élaboration au MSR et à la SQDM, et qui sera bientôt déposé à un comité spécial mis en place par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité et auquel participent des représentants du Collectif d'insertion.
<p>Expérimentation de coupes d'éclaircies commerciales</p> <p>Ce projet-pilote vise l'expérimentation d'un traitement sylvicole qui permettrait aux coopératives forestières et aux bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier sur forêt publique, d'aménager, sur une base de 3 ans, par coupes d'éclaircies commerciales, un certain nombre de superficies, par aires communes.</p> <p>Le potentiel de création d'emplois est de 185 la première année, de 445 la deuxième année et de 1 000 la troisième année.</p>	<p>Conférence des Coopératives forestières du Québec</p>	<p>MRN (secteur Forêt)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le MRN finance la recherche en croissance et production à même ses budgets et ce jusqu'à concurrence de 300 000 \$/année. • Il finance en outre la recherche opérationnelle réalisée par FERIC, à partir du programme de mise en valeur pour 1997 - 1998 (jusqu'à concurrence de 300 000 \$). • Cependant, le MRN devra obtenir l'engagement du gouvernement pour le financement des années 1998-1999 et 1999-2000 du projet.

ÉCONOMIE SOCIALE
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Intensification de l'aménagement forestier</p> <p>Ce projet vise la mise en place d'un «véhicule financier» apte à canaliser des capitaux du secteur privé pour la mise en valeur intensive des forêts publiques et privées, tout en conservant les modes de propriété et de gestion définis par la Loi sur les forêts.</p> <p>Le potentiel d'emplois estimé est de 5 000.</p>	<p>Conférence des Coopératives forestières du Québec</p>	<p>MRN</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le MRN constate qu'il s'agit d'un projet d'envergure pouvant avoir des impacts importants sur la future politique de forêt habitée et sur le régime forestier dans son ensemble. • Il implique la réalisation d'une analyse du bilan offre / demande des prochaines années ; de la stratégie novatrice d'aménagement forestier ; de la production supplémentaire de bois en forêt publique au regard de la forêt privée ; des impacts juridiques, sociaux, forestiers, environnementaux et économiques qui en découlent.
<p>Les «Journées nationales de la culture»</p> <p>Ce projet vise à mettre sur pied une manifestation annuelle à l'échelle du Québec et à susciter la concertation entre les éléments actifs du milieu culturel. Il vise également à contribuer à de nouvelles formes d'association entre les milieux culturels et les partenaires socio-économiques, à développer de l'éducation culturelle, à former de nouveaux publics et à valoriser l'entrepreneurship culturel. Le financement proviendrait : des associations culturelles, du public, du gouvernement, des entreprises privées.</p>	<p>Les Associations nationales du milieu culturel</p>	<p>MCC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le MCC est d'accord en principe avec la réalisation d'un tel événement. Toutefois, le montage financier de ce projet ainsi que son modèle d'organisation devront être finalisés.

PROJETS

DU

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRISE ET L'EMPLOI

30 OCTOBRE 1996



**GROUPE SUR L'ENTREPRISE ET L'EMPLOI (M.COUTU)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>M.S.U.T. Moyens et services d'urgence en télécommunications</p> <p>Développement, par un consortium de 36 entreprises privées, d'un système de télécommunications pour les services d'urgence et d'utilités publiques. Ce système serait géré par le consortium. Investissements pour les infrastructures de 77 M \$ et 55 M \$ pour les équipements auxiliaires. 320 emplois pourraient être créés durant la phase d'implantation d'une durée prévue de cinq ans.</p>	<p>Consortium des compagnies de Mobilité au Québec, dont Bell Mobilité, Québecel Mobilité et Télébec Mobilité</p>	<p>MSP/MICST</p>	<p>Le gouvernement donne son accord au projet et, à cette fin, la mise sur pied d'un comité formé du MSP, du MICST, du CT, du MEF, des milieux municipaux, du réseau de la santé, de la SQ et Hydro-Québec, aux fins d'identifier la formule la plus avantageuse pour le gouvernement et d'évaluer la possibilité de s'associer avec le consortium pour le développement, l'implantation et l'exploitation d'un tel réseau. Les conclusions de ses travaux devraient être soumises au Conseil des ministres d'ici mai 1997 en vue de la mise en oeuvre d'un réseau intégré de moyens et de services d'urgence en télécommunication.</p>
<p>Conversion à l'an 2000</p> <p>Ce projet vise la création d'un centre mondial de conversion des logiciels informatiques au changement de siècle (an 2000) et le développement d'une expertise qui permettra l'exploitation de savoir-faire sur les marchés. L'un des marchés visés, celui de la fonction publique, permettrait le développement de cette expertise. Des modifications aux règles administratives sont requises pour un partenariat privé/public.</p>	<p>IBM/CGI, SHL System-house (MCI)/RCMP</p>	<p>CT</p>	<p>Le gouvernement a décidé de constituer une liste de fournisseurs préalablement qualifiés, pour la conversion des applications des ministères et organismes. L'évaluation qualitative des offres tiendra compte d'une part de l'expertise, de l'expérience des firmes et des ressources proposées et, d'autre part de l'engagement à l'égard de la formation de la main-d'oeuvre et de la création d'emplois générée par ces contrats. Ce processus permettra aux ministères et aux organismes de retenir directement les services des firmes inscrites à la liste et ainsi de bénéficier d'un processus allégé.</p>
<p>CINAR</p> <p>Création d'un programme de formation en animation classique (animation pour la télévision) destiné aux jeunes qui détiennent un DEC en graphisme. Projet développé avec la collaboration de la SQDM. Le projet pilote vise 15 à 20 étudiants qui sont à toutes fins pratiques assurés d'un emploi au terme de leur formation.</p>	<p>Cinar Films Inc.</p>	<p>MEQ</p>	<p>Le début, en janvier, de la formation des nouveaux étudiants (15 à 20) sera annoncée par les promoteurs. Le projet n'implique pas de financement gouvernemental.</p>

**GROUPE SUR L'ENTREPRISE ET L'EMPLOI (M.COUTU)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>PRIME</p> <p>Programme résidentiel d'intervention et d'investissement en matière d'efficacité énergétique domestique. En stimulant les investissements dans la rénovation, il y aurait diminution des factures énergétiques. Approche décentralisée, gérée par le milieu. Coût de fonctionnement 900 000 \$/an les trois premières années. Peut créer quelques milliers d'emplois sur une période de 10 ans.</p>	<p>Centre HÉLIOS - Stratégies énergétiques et environnementales</p>	<p>MRN</p>	<p>À titre expérimental, le gouvernement annonce le début des tests de marché dans certaines régions. Le coût de la participation du MRN à ces tests de marché s'élève à 150 000 \$/an.</p>
<p>Collecte sélective</p> <p>Le projet vise à étendre la collecte sélective de façon à couvrir 85 % de la population du Québec et d'augmenter la quantité de matières récupérées. Cela nécessite des modifications au cadre réglementaire. La collecte serait financée par une contribution obligatoire des entreprises mettant sur le marché des emballages ou des produits de courte vie (14 à 18 millions \$/an). Appui des MRC, de l'union des municipalités, des groupes écologistes, de plusieurs producteurs et du MEF. 4 000 emplois consolidés, 1 600 nouveaux emplois.</p>	<p>Collecte sélective Québec (CSQ)</p>	<p>MEF</p>	<p>Mémoire au Conseil des ministres présenté le 96-10-23 le projet a été accepté. La décision précise que les projets Collecte sélective et Consigne élargie sont deux outils complémentaires. Le gouvernement est également d'accord, en principe, avec l'élargissement du champ actuel de la consigne. Il attendra toutefois, avant de définir précisément la liste des contenants ou produits qu'il faudrait ajouter à la liste des objets à consigner, le rapport des audiences publiques que le BAPE tient actuellement sur la gestion des résidus solides.</p>
<p>Innocuité des aliments</p> <p>Création de l'institut de certification sur l'innocuité des aliments, organisme privé sans but lucratif qui vise la reconnaissance, par une tierce partie, de la qualité des aliments. Contrairement à ISO 9000, aucune certification n'est spécifique à l'agroalimentaire. Des frais seront chargés aux clients requérants.</p>	<p>Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec (AMPAQ)</p>	<p>MAPAQ</p>	<p>Ce projet n'implique pas la participation du gouvernement qui est favorable à la création de cet institut.</p>

**GROUPE SUR L'ENTREPRISE ET L'EMPLOI (M.COUTU)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Marché des circuits touristiques de l'Est des États-Unis Développement par le Québec d'une campagne de promotion touristique qui ciblerait les marchés de l'Est des États-Unis.</p>	M. Réjean Beaudoin	Tourisme	Les modalités de financement du projet ne peuvent être complétées dans les délais prescrits par le Sommet. Le projet suscite toutefois l'intérêt du gouvernement et sera examiné favorablement dans le cadre de la stratégie triennale touristique qui sera définie en 1997.
<p>Projets autochtones : Scierie à Obedjiwan Construction d'une usine de sciage en partenariat Atikamek/Donohue. Investissement de 6 M \$. Création de 30 emplois en usine et 60 emplois en forêt.</p>		SAA	Le gouvernement accorde son appui au projet pour l'approvisionnement en bois.
<p>Ekohawk-Akwesasne Développement d'une pisciculture de perchaudes dans le fleuve St-Laurent. Projet de 750 000 \$ créant 7 emplois. Contribution financière de 300 000 \$ du MAPAQ.</p>	M. Lloyd Bénédicte	SAA	Projet approuvé par le MAPAQ.

GROUPE SUR L'ENTREPRISE ET L'EMPLOI (M. COUTU)
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Institut Supérieur en Télécommunications</p> <p>Ce projet impliquant 5 universités est une association des entreprises et des institutions d'enseignement pour le développement de chercheurs. Ce projet s'adresserait aux diplômés de 2^e et 3^e cycle.</p>	Microcell/INRS		Ce projet n'implique pas la participation directe du gouvernement.
<p>Développement de la géomatique</p> <p>Proposition d'une étude stratégique de marché, en partenariat privé/public, pour le développement et l'exportation de la géomatique. La participation gouvernementale demandée est de 400 000 \$/an, en période de démarrage.</p>	Centre de développement de la géomatique (CDG)	MRN/MICST	Les hypothèses de financement de ce projet sont à l'étude.
<p>Projet Makivik</p> <p>Déréglementation de la construction afin de permettre la qualification des entreprises locales pour la construction de travaux municipaux (des investissements de 17 M \$ sont prévus dans le cadre de programmes réguliers).</p>	Société Makivik	Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA)	Un comité gouvernemental étudie les modifications législatives et réglementaires nécessaires à la réalisation des travaux par des entreprises locales et à l'attribution par les municipalités des contrats par le processus d'appel d'offres publiques.
<p>Projets autochtones :</p> <p>Projet internet La piste amérindienne. Développement d'un outil de communication visant à relier les communautés autochtones francophones.</p> <p>Micro-centrale Hydro-Innu Projet d'une micro-centrale au fil de l'eau à l'île Villeneuve.</p>	Le groupe Bernard Cleary Inc. Hydro Innu Inc.	SAA	Le SAA et le SAI sont disposés à s'associer au promoteur dans ses démarches auprès des autres communautés autochtones. Projet d'une micro-centrale au fil de l'eau, prêt pour la réalisation.

PROJETS

DU

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
POUR L'ENTREPRENEURSHIP LOCAL ET RÉGIONAL**

30 OCTOBRE 1996



**RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS ACCEPTÉS ET PRETS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Université du Québec à Chicoutimi : construction d'un pavillon des humanités</p> <p>Le projet vise la construction du pavillon des humanités qui devrait compléter le campus existant. Projet de construction évalué approximativement à 21,2 M\$.</p>	<p>Université du Québec à Chicoutimi</p>	<p>MEQ</p>	<p><i>Saguenay-Lac-Saint-Jean</i></p> <p>Ce projet vient consolider les infrastructures de l'Université du Québec à Chicoutimi et permettre à cette constituante de l'Université du Québec de poursuivre sa mission importante de développement des ressources humaines en région.</p>
<p>Carte à puce</p> <p>Mise en valeur de la technologie de la carte à microprocesseur comme support destiné à améliorer la circulation de l'information clinique pertinente entre divers intervenants de la santé ; recherche de partenaires financiers pour la création d'une entreprise à laquelle la Régie sera associée. Le projet consiste à former une entreprise pour poursuivre la recherche, le développement et la commercialisation des produits logiciels qui ont été développés pour l'expérimentation de Rimouski. Cette entreprise pourra s'associer à des partenaires pour fabriquer des modules de sécurisation et des lecteurs de cartes à mémoire contenant ces produits logiciels dans le cadre du déploiement, à l'échelle du Québec, de la carte de santé à microprocesseur et pour tout autre domaine d'activités.</p>	<p>RAMQ</p> <p>Sofinov</p> <p>Innovatech Québec</p> <p>Chaudière</p> <p>Appalaches</p>	<p>MSSS</p>	<p><i>Québec</i></p> <p>Ce projet présente beaucoup d'intérêt puisqu'il permet de consolider l'avance technologique que nous possédons dans ce domaine. Il permettra le développement d'entreprises de haute technologie dans ce domaine de pointe.</p>

**RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS ACCEPTÉS ET PRETS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Séjour historique et culturel des jeunes dans la capitale nationale</p> <p>Faire découvrir aux jeunes québécois les lieux où s'exerce le pouvoir politique, les lieux du berceau de l'histoire et de la culture du Québec.</p>	<p>Commission de la Capitale nationale du Québec</p>	<p>MEQ - MCC</p>	<p>Québec</p> <p>Le MEQ fera la promotion du projet auprès des intervenants concernés du milieu de l'éducation.</p> <p>Le MCC appuiera les différents organismes d'accueil impliqués dans le projet</p>
<p>Centre de démonstration en sciences physiques au CEGEP F.X. Garneau</p> <p>Mise sur pied d'un Centre de production et de démonstration de montages scientifiques et techniques qui illustrent et font comprendre divers phénomènes physiques et scientifiques de leurs applications ; formation des étudiants et de la main d'œuvre ainsi que la diffusion de la connaissance scientifique et technologique dans une perspective de vulgarisation. Création de 5 emplois.</p>	<p>Collège F.X. Garneau</p>	<p>MICST</p>	<p>Québec</p> <p>Il s'agit d'un projet intéressant de diffusion et de vulgarisation du domaine scientifique.</p> <p>Participation du Conseil régional de développement dans ce projet par le biais du Fonds régional de développement pour une contribution de 389 500 \$.</p>
<p>Drainage des terres agricoles de l'Abitibi-Témiscamingue</p> <p>Le projet vise à drainer 21 000 hectares selon une approche adaptée à la qualité des sols et du drainage actuel. La mise en place d'un OSBL de gestion de l'opération drainage est souhaitée pour mettre à disposition des agriculteurs un certain nombre d'équipements de nivellement léger et de drainage qui seront utilisés par les producteurs. Investissement de plus de 16 M\$ sur 10 ans.</p>	<p>CRDAT</p>	<p>MAPAQ</p>	<p>Abitibi-Témiscamingue</p> <p>Il s'agit d'un projet majeur pour la consolidation et le développement de l'agro-alimentaire en Abitibi-Témiscamingue.</p> <p>Ce projet s'inscrit dans un programme régionalisé du MAPAQ i.e. les priorités et les interventions sont définis par les partenaires de la régions.</p>

**RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS ACCEPTÉS ET PRETS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Développement d'un réseau de sentiers de motoneige incluant infrastructures d'accueil</p> <p>Ce projet vise l'élaboration d'un véritable réseau régional de sentiers de motoneige en 7 volets et ce, en ayant comme objectif ultime de mettre sur pied un produit auquel participeront 5 communautés autochtones. Produit touristique pour toute la clientèle de motoneigistes tant nord-américaine qu'europpéenne.</p>	<p>Table des clubs de motoneige de la région 10</p>	<p>Tourisme - MICST</p> <p>MRN</p>	<p>Nord-du-Québec</p> <p>Accord de principe du MRN à la réalisation des sentiers proposés. Possibilité d'utiliser les fonds du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier selon la recommandation du Conseil régional de la Radissonie et les sommes disponibles. Ouverture de Tourisme Québec à participer au marketing du produit touristique motoneige de la Baie James.</p> <p>Participation financière du Conseil régional de la Radissonie par le biais du Fonds régional de développement pour une somme de 568 000 \$.</p> <p>Projet qui s'inscrit dans la volonté de la région de développer son secteur récréotouristique, de mettre en valeur son milieu dans le respect des ressources et des partenaires.</p>
<p>Emplois qualifiants</p> <p>Ce projet vise à créer 50 emplois permanents dans le cadre d'un programme partagé de travail et de formation de maintien à l'emploi auprès des organismes à but non lucratif. Il s'adresse plus particulièrement aux jeunes de 18 à 35 ans ainsi qu'aux responsables de familles monoparentales.</p>	<p>Conseil Local d'orientation Travail-Québec et autres partenaires</p>	<p>MSR</p>	<p>Chaudière-Appalaches</p> <p>Il s'agit d'un projet intéressant puisqu'il permet d'intégrer 50 personnes et plus particulièrement des jeunes sur le marché du travail. Participation de plusieurs partenaires du milieu. Un projet qui s'inscrit dans la responsabilisation et la prise en charge du développement de l'emploi par les milieux locaux.</p>

**RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS ACCEPTÉS ET PRETS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Création d'un centre de développement d'entreprises</p> <p>Mise sur pied d'un incubateur d'entreprises technologiques destiné à des entreprises montérésiennes à l'étape de commercialisation ou de démarrage. (support aux entreprises liées au secteur de l'aérospatial). Création de 3 emplois directs et plusieurs emplois indirects.</p>	<p>Centre technologique en aérospatial</p>	<p>SQDM</p>	<p>Montréal</p> <p>Ce projet est intéressant :</p> <p>parce qu'il vise à créer des conditions favorables au développement d'entreprises dans un secteur de pointe, l'aérospatiale, en misant sur l'expertise existante ;</p> <p>parce qu'il consolide du même coup un créneau d'excellence qui se développe dans la Montréal ;</p> <p>parce qu'il correspond aux priorités du plan stratégique régional.</p> <p>Il faut souligner la participation de la Société Montréalienne de développement par le biais du Fonds régional de développement.</p>
<p>Création d'un centre d'incubation d'entreprises technologiques</p> <p>Création d'un incubateur d'entreprises technologiques qui s'adresse essentiellement aux entreprises en démarrage ayant atteint le stade de la commercialisation dans les secteurs de l'aéronautique, l'agro-alimentaire, le textile, les matériaux composites et l'énergie. Investissements d'environ 200 000 \$. Création de 8 emplois directs sur trois ans.</p>	<p>Centre d'entreprises technologiques montréalien</p>	<p>SQDM</p>	<p>Montréal</p> <p>Ce projet vise à créer des conditions favorable au développement d'entreprises ainsi que la consolidation d'un secteur prioritaire en Montréal avec la participation de la Société Montréalienne de développement par le biais du Fonds régional de développement.</p>

**RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS ACCEPTÉS ET PRETS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Rues principales</p> <p>Le projet consiste à créer une structure québécoise autonome dont le financement viendrait en partie des intérêts d'un fonds de dotation de 3 M\$ et pour l'autre partie de contrats de services avec les municipalités.</p>	<p>Université Laval</p>	<p>MAM</p>	<p>Non régionalisé</p> <p>Le MAM, le MCC et le MEQ sont favorables à une participation financière dans le projet sous certaines conditions qui restent à négocier.</p> <p>Il s'agit d'une expertise intéressante qui mérite d'être appuyée dans une perspective de consolidation.</p>

RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Centre régional de logistique et de gestion du transport à l'intention des entreprises</p> <p>Mise sur pied d'un centre régional de logistique et de gestion de transport à l'intention des entreprises. En plus d'un observatoire régional des transports qui recueille des données standardisées et fournit aux entreprises des grilles de taux de transport, des cartes de flux et des informations statistiques sur le comportement des transports au sein de la région, le centre souhaite créer un centre de logistique appliquée dont la mission consiste à animer une bourse de fret de transport routier sur Internet où les demandeurs de services seront mis en contact avec les offreurs de services. Investissements de 300 000\$. Création de 3 emplois directs.</p>	<p>Institut maritime du Québec</p>	<p>MRN - MAPAQ MTQ</p>	<p>Bas-Saint-Laurent</p> <p>Ce projet vise à permettre de regrouper des professeurs-chercheurs et des industriels autour des mêmes préoccupations et à développer des nouveaux produits destinés à améliorer la gestion des entreprises.</p> <p>Accord de principe à rendre possible une participation financière pouvant atteindre 240 000 \$.</p>
<p>Consortium sur la transformation et la mise en marché des sous-produits de la biomasse</p> <p>Mise sur pied d'un consortium sur la transformation et la mise en marché des sous-produits de la biomasse pour échanger des informations, instituer des veilles technologiques, connaître des possibilités de transfert technologique et développer des alliances stratégiques. Embauche d'une ressource pour la mise sur pied du consortium, mise à l'échelle de 4 projets de R&D. Investissements globaux de près de 2 M \$. Création potentielle de 30 emplois directs si tous les volets se réalisent.</p>	<p>CRCD et 4 entreprises privées: Meunerie J.M. Dionne, Champi-Témis, AquaBiochem BSL, Premier Tech</p>	<p>MICST - MRN MAPAQ - MEF</p>	<p>Bas-Saint-Laurent</p> <p>Accord de principe à permettre la mise sur pied du consortium et la mise en œuvre de certains volets du projet selon des modalités qui se préciseront au cours des prochaines semaines avec les cinq ministères impliqués.</p> <p>Ce projet demeure complexe puisqu'il implique quatre entreprises, l'Université du Québec à Rimouski ainsi que cinq ministères (MICST, MAPAQ, MRN, MEF, MTQ).</p>

RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Minicentrale, scierie et pisciculture sur la réserve de Wemotaci</p> <p>Le projet vise à assurer les besoins énergétiques du village de Wemotaci et de Sanmur, de la future scierie et du projet de pisciculture.</p> <p>Centrale hydro-électrique : Site des rapides Allard - 30 emplois (construction)</p> <p>Scierie : réserve de Wemotaci - 60 emplois</p> <p>Pisciculture réserve de Wemotaci - 15 emplois</p> <p>Le projet vise à développer et à exploiter de façon intégrée les ressources eau, forêt et faune du territoire.</p>	<p>Conseil des Atikamekw de Wemotaci</p>	<p>MRN - MAPAQ</p>	<p>Mauricie-Bois-Francs</p> <p>La prise en charge de l'exploitation des ressources naturelles et la création d'emplois par les communautés autochtones est une option porteuse d'avenir.</p> <p>Accord de principe à collaborer à la réalisation de certains volets du projet. Lié en partie à la mise en œuvre de la politique énergétique.</p> <p>Les études de faisabilité sont à compléter.</p>
<p>Construction d'une usine de fabrication de meubles prêts à assembler avec IKEA</p> <p>Ce projet propose la construction d'une usine de fabrication de meubles prêts à assembler. La multinationale IKEA serait un client important de cette usine. Les ventes annuelles de l'entreprise se chiffrent à environ 15 M \$. Localisation : Campell's Bay. Échéancier : printemps 97. Investissement potentiel de 10 M \$. Création de 90 emplois.</p>	<p>Gestion industrielle et forestière de l'Outaouais</p>	<p>SDR</p>	<p>Outaouais</p> <p>Dans la mesure où la participation de IKEA dans le projet se confirme rapidement et que cette participation permet de compléter le plan de financement de ce projet, le gouvernement du Québec est prêt à donner suite à la dérogation des normes FAE permettant ainsi qu'une garantie de prêt de 500 000 \$ alors que normalement ces garanties de prêts ne doivent pas dépasser 200 000 \$.</p> <p>Il est toutefois convenu que cette somme devra être disponible à l'intérieur de l'enveloppe d'engagement du Conseil régional de l'Outaouais</p>

RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Pôle d'excellence en formation, recherche et développement dans le domaine minier (niveau secondaire, collégial et universitaire)</p> <p>Le projet vise à faire reconnaître la région comme pôle d'excellence au Québec dans le domaine de l'éducation, de la formation et du développement de la main d'œuvre ainsi que celui de la recherche technologique dans le secteur minier de façon à répondre aux besoins de l'industrie.</p>	CRDAT	MEQ - MICST SQDM	<p>Abitibi-Témiscamingue</p> <p>Accord de principe à favoriser l'émergence d'un pôle d'excellence en formation, recherche et développement dans le domaine minier en Abitibi-Témiscamingue. À l'ordre universitaire, autorisation de principe à dispenser les programmes de génie électromécanique et de génie minier. Le volet recherche et développement du projet suivra le développement et la consolidation du département de génie à l'UQAT. Le volet du projet concernant l'ordre collégial peut se réaliser grâce à la collaboration de CEGEP international. Les volets du projet concernant l'ordre secondaire doivent faire l'objet de discussions.</p>
<p>Construction d'habitations à Kuujuaq et la région de Kativik</p> <p>Le projet consiste à répondre à la demande locale en matière d'habitation pour des familles présentement logées dans des unités d'habitation sociale et pour répondre à une demande croissante d'unités d'habitation privées.</p>	Confort artique Inc.	Min. Travail	<p>Nord-du-Québec</p> <p>Les normes de la CCQ doivent être adaptées au contexte du Nunavik puisqu'aucun résident ne possède les cartes ou diplômes exigés. Ce projet intéressant implique des démarches qui devront s'étaler sur plusieurs années.</p> <p>Les représentants gouvernementaux concernés entreprendront prochainement avec les représentants de l'administration régionale Kativik et la commission scolaire Kativik.</p>

RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Création d'une usine de traitement de la crevette à Kuujuaq</p> <p>Le projet consiste à mettre sur pied une usine de traitement de la crevette qui sera pêchée dans les eaux côtières de la Baie d'Ungava, du Détroit d'Hudson et de l'Île Résolution. Investissements potentiels de 2,5 M \$. Possibilité de création d'environ 40 emplois.</p>	<p>Ressources Ungava Ressources Ltée</p>	<p>MAPAQ</p>	<p>Nord-du-Québec</p> <p>Le projet est pertinent pour le développement des pêches au Québec d'autant plus que l'octroi de un ou deux permis de pêches hauturière à la crevette dans le grand nord ferait en sorte d'accroître les débarquements québécois provenant de la zone de 200 milles.</p> <p>Le MAPAQ offre son assistance technique à la poursuite des démarches.</p> <p>Un partenariat pourrait être envisagé au niveau d'un transfert d'expertise détenu actuellement par plusieurs entreprises québécoises dans la transformation industrielle de la crevette.</p>
<p>Aventure douce dans les Chics-Chocs</p> <p>Le projet consiste en la création de 8 refuges en montagne ainsi qu'une auberge localisés sur 3 territoires : réserve faunique des Chics-Chocs, Parc de la Gaspésie, et réserve faunique de Matane. Refuges d'une capacité de 40 personnes gérés par des aubergistes propriétaires affiliés à une centrale de réservations et soumis à des modes de gestion uniformisés pour offrir un produit touristique axé sur l'aventure douce et l'écotourisme. Investissements potentiels de 6 M \$. Création d'emplois pouvant atteindre 100 personnes/années.</p>	<p>SEPAQ et promoteurs privés Tourisme Québec</p>	<p>MEF</p>	<p>Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine</p> <p>Autorisation de principe du MEF à l'implantation d'un refuge dans le Parc de la Gaspésie. La SEPAQ collabore à l'évolution du projet et est à la recherche d'investisseurs privés pour développer les refuges.</p>

RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Implantation de parcs éoliens en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine</p> <p>Le projet a 3 volets visant l'implantation de parcs d'éoliennes de grande envergure à Cap Chat, aux Îles-de-la-Madeleine et à Val d'Espoir ; de plus, une entreprise projette la construction d'une usine de fabrication de pièces destinées aux marchés internationaux. Des investissements qui, à terme, pourraient atteindre 175,5 M\$. Nombre d'emplois : construction 3 300 années-personne ; exploitation : 181 personnes.</p>	<p>Société en commandite KW Gaspé</p> <p>Consortium York/Énercon</p> <p>Regroupement de PME</p>	<p>MRN</p>	<p>Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine</p> <p>La filière éolienne représente un bon potentiel. Elle doit cependant faire encore l'objet de recherche et de développement.</p> <p>Hydro-Québec est ouverte à acheter une certaine quantité de cette énergie et à faire des tests sur les types existants d'éoliennes.</p> <p>La politique énergétique du ministère des Ressources naturelles démontre une ouverture pour le développement de cette filiale.</p>
<p>Compagnie Gaspésia Ltée</p> <p>Afin de relancer l'entreprise et la rendre concurrentielle, il devient nécessaire de construire une usine de pâte thermo-mécanique (PTM) et une usine de pâte désencrée au coût total de 140 M\$. Maintien de 650 emplois des 800 emplois actuels.</p>	<p>Compagnie Gaspésia Ltée</p>	<p>Rexfor, CPDQ</p>	<p>Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine</p> <p>Il s'agit d'un projet extrêmement important pour la Gaspésie puisque le maintien de 650 des 800 emplois actuels est en jeu. Le projet améliorera la compétitivité de l'usine.</p> <p>L'engagement du gouvernement et de ses société d'état à réaliser ce projet est total. Une offre de participation de Rexfor a été déposée. Cette offre est présentement à l'étude, par le promoteur.</p>

RÉGIONS-MUNICIPALITÉS
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION GOUVERNEMENTALE
<p>Traitement des lisiers des porcs par la séparation des solides et liquides</p> <p>Avec l'aide de Gaz Métropolitain, le MAPAQ et l'UPA, le projet vise à mettre sur pied un organisme sans but lucratif qui aurait le mandat de s'assurer du traitement et de la valorisation du lisier de porc par la séparation des liquides et solides dans le but d'en tirer des matières volatilisées et commercialisables. Proposition d'implanter un procédé de traitement du lisier dans 3 localités de la région. Création de 30 emplois directs. Investissement de l'ordre de 4,75 M \$ dont 3,75 M \$ du secteur privé.</p>	<p>CRCD , Gaz Métropolitain</p>	<p>MAPAQ</p>	<p>Chaudière-Appalaches</p> <p>Accord de principe du MEF et du MAPAQ à réaliser le projet en deux phases :</p> <p>d'abord un prototype au coût de 480 000 \$ partagé moitié-moitié entre le promoteur et le MEF via le Fonds scientifique pour l'environnement et ensuite le projet à grande échelle 3,5 M \$ du privé et 0,6 M \$ de l'État ou d'une Société d'état telle SOQUIA. Le plan de financement reste toutefois à compléter.</p>
<p>Élargissement de la consigne et implantation et exploitation de 20 centres régionaux et 2 000 centres locaux</p> <p>Le projet vise à implanter une consigne élargie sur l'ensemble des contenants uniservices alimentaires et d'autres articles. À la suite de cet élargissement, serait mis en place un centre régional de tri et de conditionnement des ressources récupérées. Ces centres régionaux seront alimentés par des centres locaux de dépôt dans chacune des municipalités (20 centres régionaux, 2 000 locaux).</p>	<p>La Société des Alliances stratégiques 4M inc.</p>	<p>MEF</p>	<p>Lanaudière</p> <p>Ce projet comporte un fort potentiel de création d'emploi et peut constituer un instrument de gestion de déchets efficace et rentable au plan économique et environnemental.</p> <p>Accord de principe à poursuivre l'étude du projet, suite aux audiences du BAPE sur la gestion des résidus solides, dans une perspective d'harmonisation et de complémentarité avec la cueillette sélective.</p>



PROJETS

DU

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE

30 OCTOBRE 1996



**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Aide financière aux entreprises de la nouvelle économie</p> <p>Pour répondre à la difficulté des entreprises de la nouvelle économie (logiciels, biotechnologie, télécommunications, environnement) de financer des projets, une aide gouvernementale est demandée. Un programme de garantie des prêts à ces entreprises de la nouvelle économie, impliquant des coûts de 3 M \$/3 ans pour le gouvernement, (si l'on établit à 60 M \$/3 ans la valeur des prêts) sera mis sur pied à la SDI. La Banque Nationale et Desjardins offrent chacun une enveloppe de prêts de 30 millions \$ sur trois ans.</p>		MFQ/MICST	La création du programme a été approuvé au Conseil des ministres.
<p>Centre d'appels</p> <p>L'industrie des centres d'appel qui génère des emplois nécessitant une main d'oeuvre peu spécialisée est en croissance et fait l'objet d'une forte compétition. Pour améliorer les avantages de la localisation au Québec de tels centres, une Société de promotion pour les centres d'appels, en collaboration avec Bell, Desjardins, la Caisse de dépôts et le Fonds de solidarité sera mise sur pied. Le Québec offre un soutien à la création d'emploi en versant en moyenne 2 750 \$ par emploi. L'implication financière potentielle est de 10,7 M \$ pour le gouvernement. Création possible de 3000 emplois en trois ans.</p>	Bell, Desjardins, Caisse de dépôts, Fonds de solidarité	MICST	Le partenariat avec la Société de promotion et la mise sur pied d'un programme de soutien à l'emploi a été approuvé par le Conseil des ministres.

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Financement de la promotion touristique</p> <p>Environ 40 000 emplois dépendent de l'industrie touristique dans la région de Montréal. Pour financer les activités de l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, il a été proposé d'instaurer une taxe régionale de 2 \$ par chambre louée.</p>		Tourisme/MM	<p>Le Conseil des ministres a approuvé la création d'un fonds de partenariat touristique dont les revenus pourraient atteindre 20 M \$/ an. Ce fonds comprend deux volets. Le premier volet consiste à établir une contribution financière de 2 \$ par chambre louée en priorité pour les régions de Montréal et de Laval. Cette disposition pourra être étendue à l'ensemble du Québec si le consensus s'établit dans chaque région. Les sommes recueillies dans chaque région seront retournées aux ATR concernées. Le deuxième volet consiste à rétablir la taxe à la valeur ajoutée aux forfaits touristiques. La moitié du produit (10 M \$) sera retournée à Tourisme Québec pour des fins de promotion touristique générale.</p>
<p>Montréal International</p> <p>Le Comité pour la relance économique de Montréal a proposé la mise sur pied d'un organisme pour la promotion du développement international de Montréal (recherches d'investissements étrangers et rétention des entreprises axées sur l'international). Il sera financé par le public (5 M \$) et le privé (5 M \$) pour cinq ans. Le coût pour le Gouvernement du Québec : 2,1 M \$/5 ans.</p>		MM	<p>Le Conseil des ministres a approuvé le versement d'une subvention de 2,15 M \$/5 ans à cet organisme de promotion de Montréal.</p>
<p>Gaz Métro - Ligne Montréal-Boston</p> <p>Dans le cadre du projet de développement du gazoduc devant relier le Québec et la région de Boston, prolongement de 200 kilomètres du gazoduc entre Lachenaie, au nord-est de Montréal et East-Hereford en Estrie. Investissement privé de 230 M \$ en 1997 et 1998.</p>	Gaz Métro	MEF	<p>Compte tenu, pour l'entreprise, des impératifs reliés à l'échéancier de réalisation, le gouvernement a donné son appui pour réaliser dans les délais requis les études d'impact qui doivent être effectuées au MEF.</p>

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Projets Noranda</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expansion de la fonderie Gaspé à Murdochville. Investissement de 18 M \$ pour faire passer la production de 105 000 à 133 000 tonnes. • Modernisation de Zinc électrolytique, Valleyfield. Investissement de 32 M \$. Création de 4 emplois permanents et 65 personnes/année pour la construction. • Production d'alliage de Zinc, Valleyfield. Création de 6 emplois permanents. • Protection de l'environnement, Valleyfield. Investissement de 29 M \$ pour l'exploitation de résidus provenant de la réduction de zinc. Création de 30 emplois durant 12 mois. • Modernisation de l'affinerie CCR de Montréal Est. Investissement de l'ordre de 124 M \$ permettant de consolider 800 emplois. 	Noranda	MICST	Ces projets n'impliquent pas la participation du gouvernement. Ils ont été annoncés le 96-10-22.
<p>Axe 25 Nord</p> <p>Prolongement, par des voies rapides, dans la région de Montréal, de l'autoroute 25, au nord de l'autoroute 40. Coût des travaux pour le MTQ 15 M \$.</p>		MTQ/MM	Le projet d'une voie de service dans l'axe exproprié pour l'autoroute, entre l'autoroute 40 et le boulevard Perras, a obtenu l'accord du ministère des Transports dans le cadre de sa planification de travaux. Les travaux ne pourraient cependant débuter avant 1999 en raison des études d'impact préalables nécessaires. Le Ministère maintient une emprise pour une voie rapide.

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>CESAM</p> <p>Ouverture d'un carrefour multimédia ainsi qu'une vitrine technologique pour promouvoir les produits et les expertises en multimédia. Site prestigieux offert aux décideurs, à l'industrie du multimédia et aux formateurs pour la promotion et l'alphabétisation du multimédia. Investissement de 4 M \$.</p>	<p>Consortium Multimédia CESAM</p>	<p>MICST</p>	<p>Projet n'impliquant pas la participation du gouvernement. L'inauguration est prévue pour la mi-novembre.</p>
<p>Accroître l'offre de spécialistes en haute technologie et l'attrait pour les sciences et la technologie</p> <p>Les entreprises de pointe s'inquiètent de la pénurie de personnel spécialisé dans différents secteurs à forte composante scientifique et technologique. Le rapport Bérard recommanderait la concertation des gens d'affaires et des institutions d'enseignement pour le développement et l'attraction de spécialistes en haute technologie.</p>		<p>MICST/MEQ</p>	<p>Un document de réflexion préparé par le MICST identifie un cadre d'intervention des ministères et organismes gouvernementaux en matière de relève scientifique .</p>
<p>Fonds d'investissement pour la rénovation résidentielle</p> <p>Mise sur pied d'un fonds d'investissement privé pour la revitalisation des quartiers de Montréal. Le Fonds aura pour mission l'acquisition, la rénovation, la gestion et la cession des logements à des coopératives d'habitation. La première phase vise la rénovation de 800 logements à un coût moyen de 23 200 \$ par logement pour l'acquisition et les travaux de rénovation.</p>	<p>Mme Phyllis Lambert, Fonds de solidarité FTQ, Desjardins</p>	<p>MM</p>	<p>Ce projet n'implique pas la participation du gouvernement qui l'appuie toutefois entièrement.</p>

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Développement de l'inforoute</p> <p>Le comité de travail sur la relance de la Métropole interpelle le gouvernement pour qu'il contribue au développement de l'inforoute (infrastructure en télécommunication). Certains des projets présentés au Sommet sont basés sur le développement de cette infrastructure de télécommunication (GAIA, centre des médias numériques, Infonie et d'autres projets font l'objet de discussions).</p>		SAI/MM	Le gouvernement annonce sa volonté de faire de Montréal un carrefour international dans les domaines du multimédia et des services électroniques et s'engage à coordonner les actions des fonds d'investissement du Secrétariat de l'autoroute de l'information, du ministère de la Métropole et celui de la SODEC afin d'optimiser la croissance de ce secteur.
<p>Fonds de capital de risque pour les industries culturelles</p> <p>La création de ce fonds fait suite au discours du budget du 9 mai 1996 au cours duquel le gouvernement reconnaissait le besoin de mettre à la disposition des industries culturelles et de communications, le capital dont elle avait besoin pour financer le développement de l'industrie. L'Union des artistes, l'Union des écrivains, la guilde des musiciens, le Fonds de solidarité de la FTQ et la SODEC ont mis en place les éléments nécessaires à la création d'une société pour la gestion de ce capital de risque à l'usage des industries culturelles.</p>		MCC	Le ministère de la Culture et des Communications contribue à ce fonds à raison de 1,5 M \$ répartis sur cinq ans. Projet annoncé le 25 octobre 1996.
<p>Mirabel</p> <p>Centre international de formation du personnel aérien à Mirabel. Création d'une entreprise privée chargée d'offrir mondialement des services de formation aux pilotes (réel et par simulateurs de vol) et aux agents de bord.</p>		MM	L'appui à ce projet, de la région Laurentides, sera annoncé dans le cadre de la création du fonds de développement du secteur aérospatial.

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS ACCEPTÉS ET PRÊTS À DÉMARRER**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Améliorer les infrastructures routières autour de Dorval</p> <p>Dans le cadre de l'amélioration de la situation des infrastructures de Montréal pour le développement économique de la région, il est proposé par le groupe de la Métropole d'investir dans la rénovation des infrastructures routières entourant l'aéroport de Dorval. La ville de Dorval, et l'aéroport de Montréal participent à ce chantier de 36 M \$.</p>	Aéroport de Montréal	MTQ	Projet prêt à démarrer dès que les études environnementales seront complétées.

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Centre des médias numériques</p> <p>Mise sur pied d'un lieu de production en arts numériques de pointe (séries d'animation 2D, 3D, longs métrages, effets spéciaux pour le cinéma et la télévision, radiodiffusion numérique. L'investissement total de ce projet est de 100 M \$ sur trois ans et pourrait créer jusqu'à 200 emplois.</p>	Malofilms	MICST/MFQ/SAI/MCC	La demande des producteurs, qui vise notamment le financement des investissements par des crédits d'impôts, est à l'étude par le MFQ, le MICST et le SAI.
<p>Favoriser l'impartition de services dans les administrations publiques</p> <p>Le secteur privé demande au gouvernement de céder au privé la gestion d'activités informatiques de la Fonction publique. Cela permettrait d'assurer aux entreprises une base financière nécessaire pour le développement de nouveaux produits et services qui pourraient être exportés.</p>	M. Ducros	CT	Le gouvernement n'endosse pas la cession ou l'impartition systématique des services informatiques actuels de la Fonction publique. Toutefois, le Conseil du trésor développerait de nouveaux modes d'association entre le gouvernement et l'entreprise privée pour investir dans les projets de renouvellement de services publics. À cette fin, il mettra en place des mécanismes pour accueillir les propositions d'association et promouvoir les projets présentant un fort potentiel d'économie, de création d'emplois durables et de développement économique.
<p>Madagascar</p> <p>Création d'une entreprise de télécommunications spécialisée dans la transmission de données cinématographiques par téléphonie. Investissement privé de 6 M \$.</p>	Microcell		Ce projet n'implique pas la participation du gouvernement.

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Gestion des sols municipaux contaminés</p> <p>La CUM compte 2400 hectares de terrains industriels contaminés. Le groupe de travail sur la relance de la Métropole a proposé à la ville de Montréal la mise sur pied d'une fiducie chargée de la gestion des sols contaminés dont elle est propriétaire. La fiducie aurait la responsabilité de prendre en charge à la demande de la ville la décontamination des terrains qui auraient reçu un projet d'implantation d'une entreprise. La ville annoncerait la création de cette fiducie.</p>		MEF	Le gouvernement reconnaît l'importance de la problématique des sols contaminés dans la région de Montréal. La mise sur pied d'une fiducie pour la gestion et la décontamination des terrains est une hypothèse de travail intéressante dont l'impact et les coûts doivent cependant être analysés sous diverses perspectives.
<p>Presses universitaires multimédia</p> <p>Mise sur pied d'une nouvelle co-entreprise dont l'objectif est d'élaborer des normes et des méthodologies, de développer des cours multimédia interactifs et de les commercialiser.</p>	Bell Québec - CRIM Technologie - Québecor multimédia - Établissements universitaires du Québec		Ce projet n'implique pas la participation financière du gouvernement.
<p>Festival d'hiver de Montréal</p> <p>D'une durée de 3 à 5 semaines, festival de stature internationale consacré aux arts de la scène.</p>	Spectra - OCTGM - Place des arts - OSM - TNM -	MCC/MM	Une étude de faisabilité est en cours.
<p>Mont Tremblant</p> <p>La station Mont Tremblant est la station de villégiature des destinations internationales par excellence au Québec. Hors la phase deux du projet consolidera cet équipement touristique structurant pour le Québec en élargissant sur une base annuelle les activités de la station.</p>	Intrawest	Tourisme	Le gouvernement du Québec entend continuer à soutenir ce méga projet touristique et il travaille actuellement à définir, avec les partenaires impliqués, la formule de financement la plus adéquate à cet égard.

**GROUPE SUR LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE (M. BÉRARD)
PROJETS QUI FONT L'OBJET D'UN ACCORD DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT**

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME OU PROMOTEUR	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Agrandissement du Palais des congrès</p> <p>Malgré son troisième rang en Amérique du Nord, une récente étude de marché portant sur les grands congrès américains démontre certaines faiblesses de Montréal aux yeux des organisateurs de congrès dont la grandeur de l'actuel Palais des congrès. Le développement d'un centre des congrès à Place Bonaventure, au coût d'environ 120 M \$ (par le secteur privé) permettrait de doter Montréal d'un centre de plus grande capacité. L'utilisation de l'actuel centre des congrès demeurerait cependant problématique.</p>		MICST/MM	<p>Pour renforcer la position de Montréal sur les principaux marchés, le gouvernement annoncera la mise sur pied de garanties de prêts pour financer les activités préparatoires à la tenue de congrès ; un programme de soutien à la présentation de candidatures et aux voyages de familiarisation et la représentation permanente du Palais des congrès à Washington. Le gouvernement reconnaît de plus le besoin d'expansion du Palais des congrès de Montréal. À cette fin, il procédera à un appel de propositions pour définir la solution la plus efficace.</p>



PROJETS

GOUVERNEMENTAUX

30 OCTOBRE 1996



PROJETS GOUVERNEMENTAUX PRÊTS À DÉMARRER

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Projets du secteur aérospatial</p> <p>Création d'un fonds d'investissement pour prendre en charge des congés d'intérêt qui pourraient totaliser 9 millions \$, pour des projets d'investissement dans le secteur aérospatial. 863 emplois pourraient être créés par les projets d'une dizaine d'entreprises, projets qui totaliseraient 100 millions \$ d'investissements.</p>	MICST/MM	La création du Fonds a été approuvée au Conseil des ministres.
<p>Appui à la concertation agroalimentaire</p> <p>Appui au fonctionnement de la table de concertation regroupant les intervenants de l'industrie agroalimentaire (production, transformation, distribution), conclusion d'ententes de partenariat pour la mise en place de projets communs et aide financière pour la réalisation de projets majeurs. Le budget de transfert prévu pour ces mesures est de 1 million \$ /an pour les trois prochaines années.</p>	MAPAQ	Le Conseil des ministres a approuvé, à la séance du 96-10-23, le principe de l'application d'un programme d'appui à la concertation en agroalimentaire (table de l'industrie, ententes de partenariat et aide financière aux projets majeurs dont les normes et critères seront élaborés et soumis aux instances gouvernementales pour approbation).
<p>Création d'un volet environnement au fonds des priorités gouvernementales en science et technologie</p> <p>L'environnement constitue l'un des secteurs de l'économie nouvelle parmi les plus prometteurs pour le développement économique du Québec particulièrement à l'exportation. Le Fonds de recherche et de développement technologique en environnement est terminé depuis le 31 mars 1995. Dans le but de supporter le développement durable qui vise à concilier le développement économique et la protection de l'environnement le MEF et le MICST s'entendent pour apporter une contribution respective de 4 M \$ (sur quatre années, à même son enveloppe budgétaire) et de 2 M \$ à un programme de support à la R-D et de démonstration en environnement à administrer conjointement.</p>	MEF/MICST	Mise en place d'un volet environnement au Fonds des priorités gouvernementales en science et technologie (FPGST-E), étalé sur une période de 4 années débutant en 1996-1997. Modifications aux critères du FPGST afin qu'une entreprise seule puisse faire une demande d'aide financière dans le cadre du FPGST-E. Approuvé au Conseil des ministres.

PROJETS GOUVERNEMENTAUX PRÊTS À DÉMARRER

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Rénovation de l'édifice Parthenais</p> <p>Des travaux doivent être entrepris pour solutionner le manque d'étanchéité de l'enveloppe de l'édifice qui provoque la corrosion des membrures d'acier et aussi pour répondre aux besoins d'expansion des activités de la Sûreté du Québec. Investissement de 53 M \$ (SIQ-MSP-SQ).</p>	Sécurité publique/SIQ	Projet approuvé.
<p>Fonds de développement industriel</p> <p>Pour favoriser l'accroissement des investissements et la création d'emploi, création d'un fonds de développement industriel doté de 26 M \$.</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'octroi de congés d'intérêt (8 M \$) ; • la formation de la main-d'oeuvre (15 M \$) ; • la participation gouvernementale à des projets de vitrines, de démonstration et d'usines pilote (3 M \$). 	MICST	Accord de principe du Conseil des ministres.
<p>Centre de recherche sur le papier couché (Trois-Rivières)</p> <p>Mise en place d'un centre technologique pour le couchage et la finition des papiers cartons. Apport d'une meilleure valeur ajoutée à nos produits forestiers.</p>	MICST	Projet approuvé.

PROJETS GOUVERNEMENTAUX PRÊTS À DÉMARRER

TITRE ET DESCRIPTION DU PROJET	MINISTÈRE CONCERNÉ	POSITION DU GOUVERNEMENT
<p>Propositions d'Hydro-Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture du réseau de transport d'Hydro-Québec au transit de l'électricité ; débouchés pour la production privée. • Exportation du savoir-faire québécois en matière d'électricité. • Programme d'investissements rentables à court terme. • Tarif industriel d'électricité ; conditions tarifaires concurrentielles pour un bloc de 500 MW. • Développement de l'énergie éolienne. • Amélioration de la qualité des enveloppes thermiques (isolation). 	<p>MRN</p>	<p>Propositions acceptées par le gouvernement.</p>



AUTRES PROJETS OU MESURES ANNONCÉES À L'OCCASION

DU SOMMET SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI

ET QUI ENTRAÎNENT LA CRÉATION D'EMPLOIS

1 NOVEMBRE 1996



**PROJETS OU MESURES ANNONCÉES À L'OCCASION DU SOMMET SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI
ET QUI ENTRAÎNENT LA CRÉATION D'EMPLOI**

PROJETS HYDRO-QUÉBEC ANNONCÉS LORS DU SOMMET		
Nombre de projets	Emplois créés	Investissements totaux (Hydro-Québec et privés) M \$
8	13 000/an	1.7/an

CRÉATION D'UN RÉSEAU DE CENTRES DE LA PETITE ENFANCE ANNONCÉE LORS DU SOMMET	
Places développées	Emplois créés
70 000	10 000/5 ans

MESURES RELATIVES À L'ALLÈGEMENT DE LA MASSE SALARIALE ET À LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL
20 000 emplois



QUESTION NO 10

Suivi du Sommet

Quelle est la liste des projets réalisés ou démarrés, depuis la tenue du Sommet sur l'économie et l'emploi, qui n'auraient pas vu le jour si ce n'avait été de ce Sommet?

RÉPONSE

Le gouvernement a produit, le 31 janvier 1997, un premier bilan de l'état d'avancement des projets de création d'emplois, dans les termes suivants :

« Trois mois après la tenue du Sommet, 37 projets sont réalisés ou démarrés dans des secteurs très variés de l'économie et dans différentes régions du Québec. C'est ainsi que Bell a réalisé un investissement de 1,6 M\$ pour créer à Montréal le Centre national d'animation et de design, que la Société de promotion des centres d'appels dispose d'un budget de 15 M\$, qu'un programme de congés d'intérêt de 100 M\$ a été mis en place pour le secteur de l'aérospatial, que le Fonds de capital de risque de 16,5 M\$ pour les industries culturelles a été créé, que des projets dans le secteur de l'économie sociale ont vu le jour dans les organismes communautaires impliqués dans l'aménagement de la faune et les télécommunications.

D'autres investissements sont en cours. À titre d'exemple :

- modernisation des installations de la compagnie Noranda à Montréal-Est ;
- garanties de prêts de 60 M\$ par le gouvernement en faveur des entreprises de technologie ;
- investissements dans le développement touristique consécutivement à la constitution d'un fonds de 20 M\$ destiné à la promotion ;
- programme d'isolation de maisons dans la région de Montréal ;
- rénovation d'édifices publics comme l'édifice Parthenais. »

Le document produit en annexe donne les détails des projets en cours à la fin de janvier 1997. Un nouveau bilan sera rendu public sous peu.

QUESTION NO 11

Suivi du Sommet

De ces projets (question no 10), quelle est la ventilation des emplois permanents, à temps plein et à temps partiel, créés?

RÉPONSE

Il était trop tôt, à la fin de janvier, pour fournir des données quantitatives sur les investissements et les emplois générés par la réalisation des projets du Sommet. Le bilan qui sera produit sous peu devrait fournir de telles informations.

**SOMMET SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI
ÉTAT DE SITUATION DES PROJETS AU 27 JANVIER 1997**

PROJETS RÉALISÉS :

CÉSAM

Ouverture d'un carrefour multimédia et d'une vitrine technologique; premier investissement par Bell de 1,6M \$ pour l'aménagement à Montréal du Centre national d'animation et de design par le CEGEP de Jonquière.

PROJETS DU SECTEUR AEROSPATIAL

La décision du Conseil des ministres de créer un programme de congés d'intérêts engendrera pour 100M \$ d'investissements dans la consolidation et l'expansion de l'industrie aérospatiale au Québec. Dix projets sont déjà à l'étude.

MONTRÉAL INTERNATIONAL

Le gouvernement du Québec a financièrement contribué à la mise en place de Montréal International dont le rôle consiste à soutenir et promouvoir le développement international de la région métropolitaine. M. Jacques Girard a été nommé président-directeur général et M. Francis Fox, président du Conseil d'administration. L'organisme est en opération.

FONDS DE CAPITAL DE RISQUE POUR LES INDUSTRIES CULTURELLES

L'Union des artistes, l'Union des écrivains, la Guilde des musiciens, le Fonds de solidarité de la FTQ et la SODEC ainsi que le ministère de la Culture et des Communications ont convenu des modalités pour mettre à la disposition de l'industrie culturelle quelque 16,5M \$.

**CRÉATION D'UN CENTRE D'INCUBATION D'ENTREPRISES
TECHNOLOGIQUES**

Le Centre est en opération en Montérégie. Le premier versement de la subvention gouvernementale a été fait.

CENTRES D'APPELS

La société de promotion pour les centres d'appels grâce à la collaboration du gouvernement du Québec, de Bell, du Mouvement Desjardins, de la Caisse de dépôt et du Fonds de Solidarité dispose maintenant de 15M \$ pour subventionner la création d'emplois dans les centres d'appels. Le directeur général a été choisi et l'organisme peut maintenant débiter ses opérations.

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC

16 projets d'aménagements fauniques ont été acceptés par la Fondation. Dix sont en cours dans diverses régions du Québec. Ils permettront de créer 60 emplois, dès que le travail sur le terrain pourra débuter au printemps.

COMMUNAUTIQUE

Le Fonds de l'autoroute de l'information a offert, en décembre, une subvention de 118 500 \$ à l'Institut canadien de l'éducation des adultes et son partenaire « La puce communautaire » pour l'accès à l'Internet et l'implantation des technologies de l'information dans les organismes communautaires.

CINAR

Quatre entreprises se sont associées au CEGEP du Vieux Montréal pour former une quinzaine d'étudiants en dessins animés.

PROJET-PILOTE EN SÉCURITÉ INCENDIE

Les MRC de la Matapédia et de Nicolet-Yamaska, le ministère de la Sécurité publique, le Bureau d'assurance du Canada et les Assurances générales des Caisses Desjardins ont conclu une entente en décembre. L'expérience est en cours.

AIDE À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT EN ENVIRONNEMENT

Le Conseil des ministres a autorisé un programme de six millions de dollars qui permettra de générer plus de 18M \$ en projets de recherche et développement dans ce secteur.

PROJETS DÉMARRÉS :

MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE RESSOURCERIES

Les études de faisabilité sont en cours.

CONVERSION À L'AN 2000 DES SYSTÈMES INFORMATIQUES GOUVERNEMENTAUX

À la suite d'un appel d'offres et de l'analyse des soumissions, cinq (5) firmes ont été retenues et approuvées par le Conseil du Trésor pour fournir aux ministères et organismes budgétaires les services de conversion.

PROGRAMME RÉSIDENTIEL D'INTERVENTION ET D'INVESTISSEMENT EN MATIÈRE D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DOMESTIQUE

Les budgets nécessaires et des ententes de collaboration ont été prises pour le démarrage de tests de marché au Saguenay/Lac-St-Jean, Kamouraska et Centre de la Mauricie.

CERTIFICATION DE L'INNOCUITÉ DES ALIMENTS

On procède actuellement à l'identification et à l'embauche d'un directeur général et au recrutement des auditeurs qui seront formés au cours de l'été 1997.

PROJET EKOHAWK-AKWESASNE

La pisciculture est en construction et une partie de la subvention du MAPAQ a été déboursée.

DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE POUR L'EXPORTATION DE LA GÉOMATIQUE

Une somme de 30 000 \$ a été allouée pour démarrer le projet.

PROJET INTERNET AUTOCHTONE

Une subvention de 165 000 \$ a été accordée par le Fonds de l'autoroute de l'information pour développer un site autochtone.

MICRO-CENTRALE HYDRO-ILNU

Un contrat d'achat d'électricité a été conclu avec Hydro-Québec.

CONSTRUCTION D'UN PAVILLON DES HUMANITÉS À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

L'appel d'offres pour la construction a été lancé et les soumissions ont été ouvertes pour analyse. Les travaux de ce projet de 17M \$ devraient commencer en avril 1997 pour se terminer en juin 1998.

SÉJOUR HISTORIQUE ET CULTUREL DE 30 MILLE JEUNES DANS LA CAPITALE NATIONALE

La Commission de la capitale finalise le programme détaillé des visites ainsi que la documentation pertinente (dépliants, affiches.)

UN NOUVEAU CENTRE DE DÉMONSTRATION EN SCIENCES PHYSIQUES AU CEGEP F. X. GARNEAU

Les conditions relatives à l'attribution de la subvention du ministère de la Culture ont été établies et le projet devrait être opérationnel à l'automne 1997.

EMPLOIS QUALIFIANTS POUR PRESTATAIRES DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

Les partenaires se sont entendus sur le partage des responsabilités. Un premier groupe de 15 personnes sera formé au début de mars 1997 et un deuxième groupe suivra en septembre.

MISE EN VALEUR DE RUES PRINCIPALES DE MUNICIPALITÉS

Le processus d'incorporation et la mise en place du conseil d'administration sont en voie d'être finalisés. Le financement est sur le point d'être complété.

DES GARANTIES DE PRÊT POUR 60 MILLIONS DANS LES PME DE NOUVELLE ÉCONOMIE

La création du programme a été approuvée par le Conseil des ministres. Ce programme générera des investissements de 60M \$.

RENFORCEMENT DE LA PROMOTION TOURISTIQUE AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

La constitution d'un fonds de 20M \$ a été approuvée par le Conseil des ministres. À cette fin une loi a été adoptée par l'Assemblée nationale.

PROJETS D'EXPANSION ET DE MODERNISATION DE LA COMPAGNIE NORANDA

Les travaux d'expansion à Murdochville et de modernisation à l'affinerie de Montréal-Est ont débuté.

RÉNOVATION COMPLÈTE DE L'ÉDIFICE PARTHENAIS

L'appel d'offres a été lancé et le début des travaux est prévu pour février 1997. Ils se termineront en décembre 1998. Le projet est évalué à 54M \$.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL POUR PROJETS MAJEURS

Une décision du Conseil des ministres permet la mise en œuvre de ce programme en mars 1997. Cela devrait engendrer des investissements industriels de plus de 200M \$.

OUVERTURE DU RÉSEAU D'HYDRO-QUÉBEC AU TRANSPORT DE L'ÉLECTRICITÉ : DÉBOUCHÉS POUR L'INDUSTRIE PRIVÉE

Hydro-Québec a approuvé les conditions et les tarifs du service de transport en gros de l'électricité. Le Gouvernement du Québec a approuvé un projet de règlement en ce sens en décembre 1996.

INTERNATIONALISATION DES ACTIVITÉS D'HYDRO-QUÉBEC

Hydro-Québec a annoncé au Sommet une mise de fonds de 300M \$ et tente de réunir 1MM \$ avec d'autres partenaires pour jouer un rôle actif sur le marché international des infrastructures électriques et hydroélectriques. Dans cette foulée une entente a été signée avec Korean Electric Power Corp. de la Corée du Sud en vue de soumissionner pour la construction de centrales électriques au Laos et au Cambodge. Un partenariat a aussi été établi avec Asia Power Development de la Nouvelle-Zélande en vue de soumissionner pour la construction aux Philippines d'une centrale hydroélectrique de 125MW.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ISOLATION DES MAISONS

Une phase pilote est en cours dans la région de Montréal où plus de 700 diagnostics concernant 400 logements ont été établis. Les premières évaluations du programme se feront au printemps 1997.

CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

Ces centres seront mis en place dans la foulée de la politique familiale. Le concept de centre de la petite enfance est finalisé et a été traduit dans sa forme légale.

SERVICES D'AIDE À DOMICILE

Confirmation de l'engagement du gouvernement à consacrer 72M \$ en trois ans au développement des services d'aide à domicile qui permettront la création de 6 000 emplois. Élaboration des modalités de soutien financier aux entreprises de l'économie sociale offrant ces services.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES FUNÉRAIRES

Une entente avec la Caisse centrale Desjardins a permis le démarrage du fonds; une somme de 15M \$ est rendue disponible pour des acquisitions. Un premier investissement de 1M \$ a été réalisé à Shawinigan, permettant de consolider plus de 30 emplois dont dix à temps plein.

SYSTÈME INTÉGRÉ D'AIDE À LA DÉCISION POUR UNE UTILISATION DURABLE DU TERRITOIRE ET DES RESSOURCES (SIAD - RÉGION DE L'OUTAOUAIS)

Projet technologique de partenariat entre le gouvernement, quatre MRC et la Communauté urbaine de l'Outaouais, Hydro-Québec et des organismes de l'Outaouais. Il s'agit d'un système avant-gardiste de support à la gestion du territoire reposant sur des données écologiques.

BOULOT-DODO

Toutes les difficultés techniques et administratives ont été surmontées afin de confier aux locataires de HLM de Montréal la réalisation de travaux d'entretien.

QUESTION NO 12***Suivi du Sommet***

Pour chaque projet retenu au Sommet, quelles étaient les dates prévues de démarrage et de réalisation et quelles en sont aujourd'hui les dates révisées?

RÉPONSE

Les tableaux produits en réponse à la question 9 identifient en premier lieu les projets prêts à démarrer, c'est-à-dire ceux qui sont mis en chantier dans les mois qui suivent le Sommet. Ces tableaux dressent également la liste des projets qui ont reçu un accord de principe, soit les projets qui restent à finaliser, mais dont les étapes de réalisation débutent en 1997. Rares sont les projets dont la réalisation est prévue en 1998.